



**Monsieur Mars Di Bartolomeo**  
**Président de la Chambre des Députés**  
Luxembourg

Luxembourg, le 24 septembre 2014

Monsieur le Président,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, nous souhaiterions poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice en matière de pouvoir d'opportunité des poursuites à accorder à la police grand-ducale.

Lors d'un discours prononcé à l'occasion de la Fête St. Michel en date de ce jour, Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a annoncé vouloir accorder aux agents de la police grand-ducale un pouvoir d'opportunité des poursuites en matière de contravention. À ce jour, ce pouvoir est réservé exclusivement au ministère public et les agents de police sont tenus de constater les infractions conformément à la loi.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Quels sont les motifs à la base de cette nouvelle approche annoncée par le Ministre de la Sécurité intérieure ?
- Sur quelle base légale le gouvernement entend-il assigner ce pouvoir d'opportunité des poursuites aux agents de police ?
- Est-ce que cette approche a été retenue en concertation avec les autorités judiciaires ?
- Comment le gouvernement entend-il concilier le pouvoir d'opportunité des poursuites à des agents de police avec celui réservé au ministère public ?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre très haute considération.

Gilles Roth  
Député

Diane Adehm  
Députée



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Sécurité intérieure

Luxembourg, le 3 novembre 2014

Réf. : 2014/30615/1082 (MSI 2014/642/01)



A  
Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
p.a. Service Central de Législation  
L-2450 Luxembourg


**Objet :** Question parlementaire n° 545 du 24 septembre 2014 de Madame la Députée Diane ADEHM et de Monsieur le Député Gilles ROTH

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la réponse à la question parlementaire reprise sous rubrique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour le Ministre de la Sécurité intérieure

  
Andrée COLAS  
Premier Conseiller de Gouvernement

Réponse de Monsieur le Ministre de la Sécurité Intérieure Etienne SCHNEIDER et de Monsieur le Ministre de la Justice Félix BRAZ à la question parlementaire n° 545 du 24 septembre 2014 de Madame la Députée Diane ADEHM et de Monsieur le Député Gilles ROTH

Dans le cadre de la réforme de la Police et après audit sur la Police, j'envisage de proposer d'étendre le principe de l'opportunité des poursuites pour des infractions mineures à certains membres de la Police grand-ducale.

Le cas échéant et avant toute décision, cette réforme mérite une réflexion approfondie au sein du gouvernement et une concertation étroite avec les autorités judiciaires.